



Le **GREAM** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 005

" Réfléchir à changer "

Mai 2011

Mali_ Impacts de la crise économique mondiale

Editorial

Si votre véhicule tombe en panne, vous savez peut être où inspecter pour en déceler l'origine. Si votre véhicule est en panne et qu'éclate l'ouragan, vous ne cherchez plus la panne mais l'impact de l'ouragan, et même pas sur la panne mais sur le véhicule. Et si l'on s'intéressait à la

fois à l'impact de la panne et de l'ouragan sur le véhicule. On repenserait alors les politiques économiques si tant est que les politiques passées, à défaut d'avoir généré la crise, ne l'ont ni prévu, ni empêché de se produire, ni même atténuer ses impacts négatifs lorsqu'elle a éclaté.

Massa Coulibaly

Introduction

L'objectif général de cette recherche est de développer et appliquer, sur la période 2009-2013, un modèle de simulation des impacts (contraction des exportations, diminution de l'IDE et de l'accès au financement étranger, baisse des transferts, etc.) de la crise et des réponses politiques sur diverses dimensions macroéconomiques et sectorielles du Mali.

1. Des origines aux conséquences de la crise

Les effets d'entraînement des crises vont des pays développés à ceux en développement ainsi qu'aux PMA dont le Mali. Au Mali et au chapitre des manifestations de la crise économique mondiale, il est redouté une réduction du taux de croissance de l'économie comme dans la plupart des pays au Sud du Sahara. Cette baisse de la croissance du PIB peut être doublée d'effets de redistribution de la richesse créée assez négatifs pouvant prendre la forme d'un accroissement de la pauvreté et des inégalités.

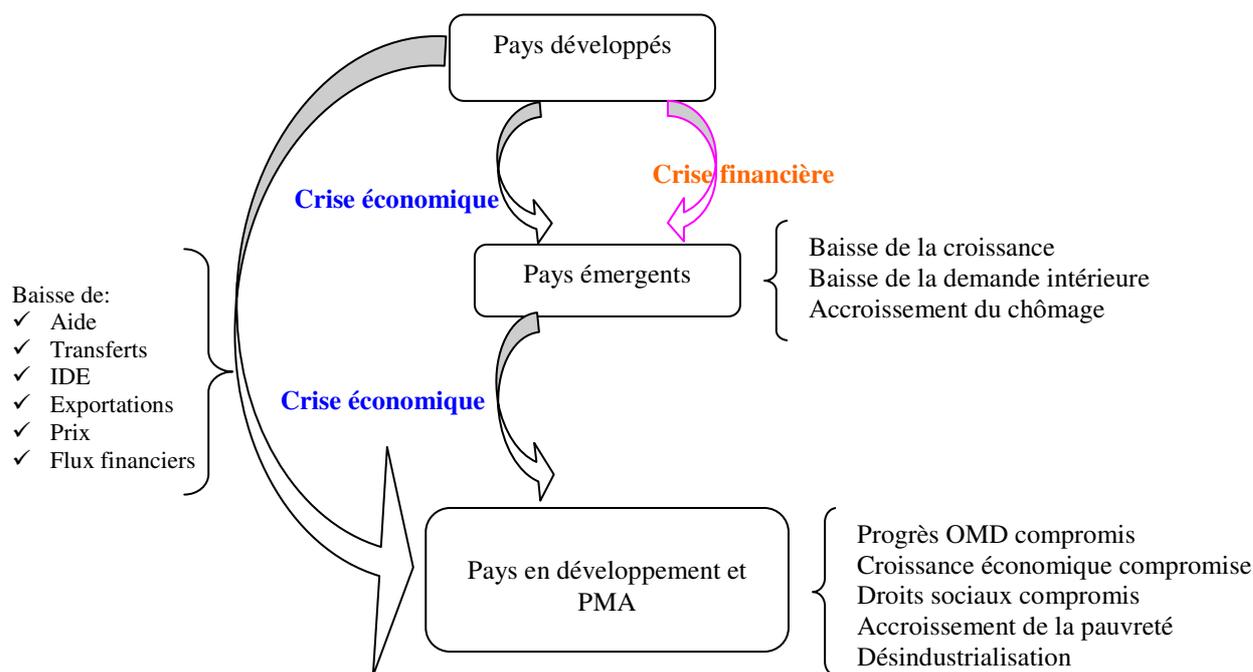


Figure 1. De la transmission de la crise

Au plan macroéconomique, le taux de croissance moyen annuel du PIB est plus faible sur la période 2008 – 2010 suivie de la longue période 2003 – 2010 puis de la période d'avant crise 2003 – 2008. Le ralentissement de l'activité depuis la crise a eu pour effets la réduction du taux de croissance tout le long de la décennie écoulée.

C'est dans le secteur secondaire que le ralentissement de l'activité économique aura été le plus prononcé avec un taux de croissance de -4.6% en 2008 et une moyenne annuelle de seulement 2.5% sur la période 2008 – 2010. Indépendamment de son niveau intrinsèque, la croissance reste prépondérément tirée par le secteur primaire avec son plus haut niveau en 2008 (13.2%), année de la crise alimentaire et de la transmission de la crise économique. Depuis, le taux moyen annuel aura été de 6.5% contre 4.6% de croissance macroéconomique et 3.7% de croissance du secteur tertiaire.

2. Face à la crise

Face à la crise, la résistance s'organise et des réponses politiques plus ou moins appropriées sont initiées et mises en œuvre. Il faut noter que la crise financière n'a presque pas eu d'impact sur les économies en développement a fortiori les PMA. Il en va autrement de la crise économique même si, on estime que ces économies devraient être moins affectées du double fait de leur faible participation au commerce mondial (3% des échanges totaux) et du caractère embryonnaire de leur marché financier avec faible capitalisation boursière.

En dépit des forces de résistance et des réponses politiques face à la crise, la vulnérabilité des économies sous-développées n'est pas moins réelle. Ainsi, "les flux nets de capitaux aux PVD pourraient être de 700 milliards de dollars plus bas que leur niveau maximum de 2007" (Diawara, 2009). La vulnérabilité de l'économie nationale est ensuite transmise aux ménages. Cette dernière vulnérabilité sera d'autant plus grande que les ménages sont dépendants des transferts des expatriés comme c'est le cas de la région de Kayes au Mali. Elle est aggravée par la faiblesse de l'offre de services sociaux de base (école, santé, hygiène et assainissement).

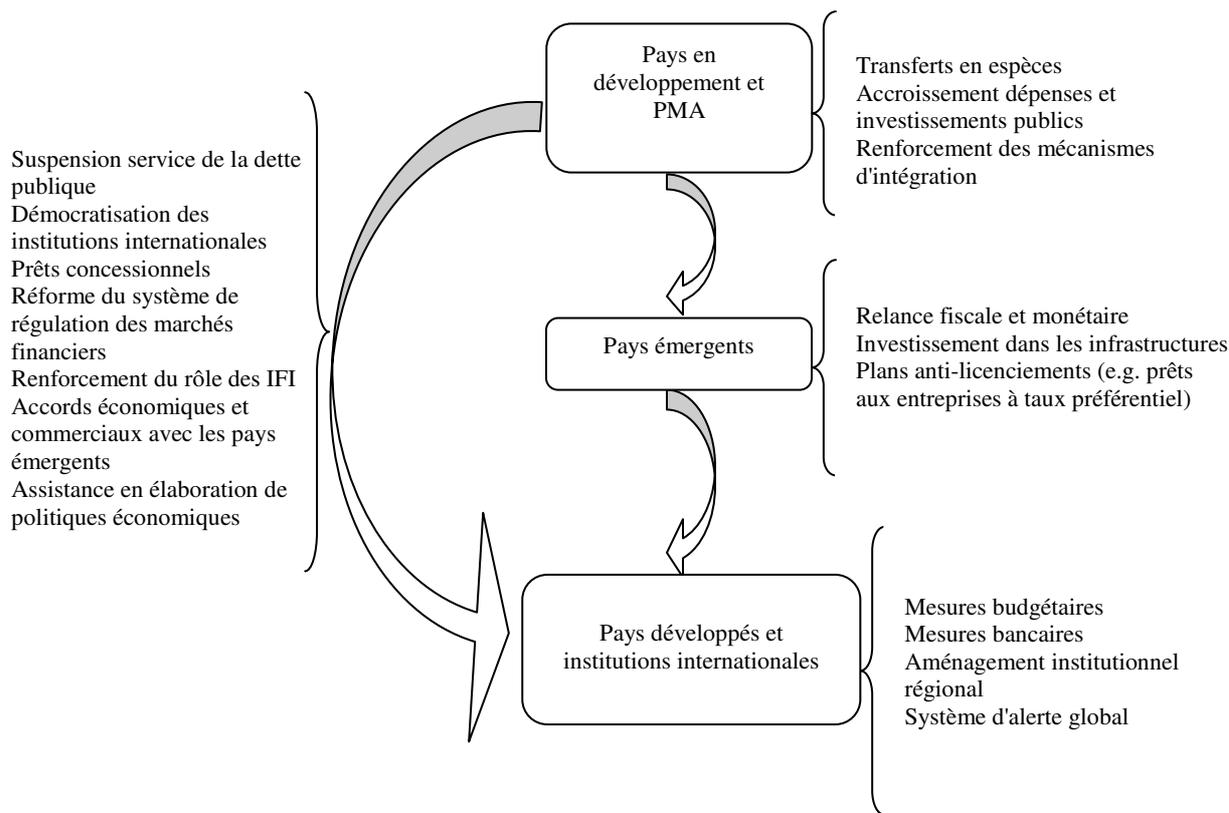


Figure 2. Des réactions politiques face à la crise

3. Méthode d'analyse

L'analyse des impacts de la crise sur l'économie nationale se fait par modélisation en équilibre général calculable, aux travers de nombreuses étapes et en s'appuyant autant sur des données macroéconomiques que microéconomiques ainsi que sur des statistiques internationales.

Les principales étapes de modélisation des impacts de la crise ont consisté à :

- actualiser la MCS de 2006 pour avoir celle de 2008 par un programme d'équilibrage de la MCS
- ajuster la MCS obtenue pour avoir une MCS de base
- construire le modèle EGC de base
- calibrer le modèle EGC de base pour avoir le MEGC calibré
- intégrer les spécificités nationales telles que les élasticités estimées
- simuler les impacts de la crise
- simuler les réponses politiques à la crise.

Les effets macroéconomiques, sectoriels et microéconomiques sont mesurés à travers les prix, l'emploi, le crédit ainsi que les canaux de transmission précédemment discutés.

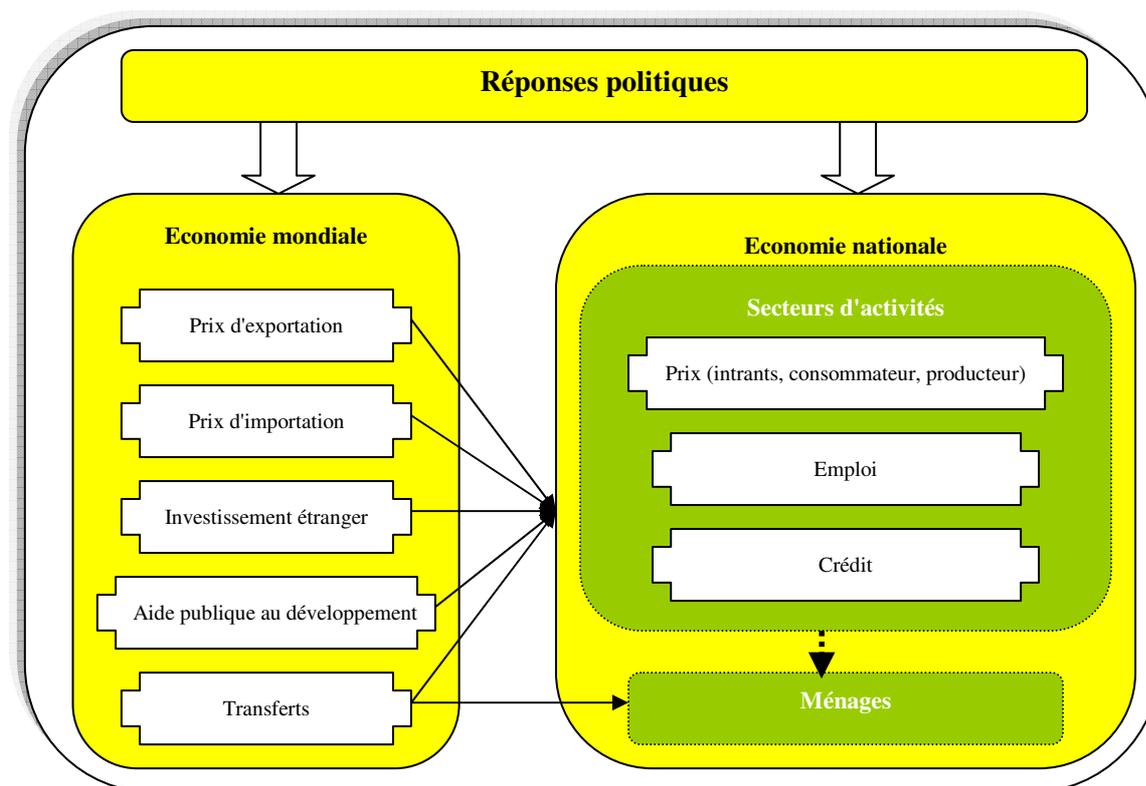


Figure 3. *Modèle d'évaluation d'impacts de la crise*

4. Résultats de modélisation

Quatre hypothèses fondamentales sous-tendent le scénario de base, à savoir l'invariance de:

- des prix internationaux (PWM – prix import et PWE – prix export)
- du solde de la balance des paiements (SR – épargne du reste du monde)
- de l'aide publique au développement ($TRF_{G, Rdm}$)
- des transferts privés du reste du monde aux ménages ($TRF_{h, Rdm}$).

Les impacts macroéconomiques sont relativement peu importants comparativement aux impacts sectoriels et microéconomiques. Ainsi, l'on assistera à la baisse de dynamique d'exportation de la plupart des exportables du pays tels que les produits vivriers, ceux de l'élevage, les fruits et légumes ainsi que les services de transport. De même, au plan microéconomique, la demande de travail non qualifié sera fortement touchée.

Des secteurs d'activités particuliers pourront connaître des baisses significatives des taux de croissance de leurs valeurs ajoutées, soit sur toute la période 2009 – 2013, soit sur un certain nombre d'années de cette période. Les plus importantes pertes sont à redouter dans les secteurs du coton, des BTP, de l'élevage, des textiles et du riz au contraire des services autres que le commerce, les transports et banques, les mines, l'agro-industrie et le carburant.

Au plan commercial, les importations pourraient croître, quel que soit le produit. Par contre, les exportations de la plupart des produits connaîtront un taux de croissance largement en deçà du taux de croissance de la situation de référence.